

L'extrême-gauche révolutionnaire à l'épreuve des élections

POUR les petites formations d'extrême-gauche comme pour les grands partis, les élections présidentielles ont été une épreuve politique.

Les dispositions législatives concernant ce scrutin sont à coup sûr parmi les plus antidémocratiques qui existent dans un pays... démocratique. Aux Etats-Unis même, une formation sans représentation parlementaire peut présenter un candidat aux élections présidentielles en réunissant quelques centaines de milliers de signatures d'électeurs. Et c'est pourquoi notre parti frère américain, le Socialiste Workers Party, présente des candidats à toutes les élections présidentielles. On prête aux gaullistes l'intention de renforcer les barrages à la candidature. Il ne faut guère compter sur les grands partis traditionnels pour faire autre chose que du bruit contre une pareille décision. Le P.C.F. lui-même ne se refusa-t-il pas toujours, alors qu'il existait la représentation pro-

portionnelle, à la récupération des restes sur le plan national afin de ne pas avoir à sa gauche quelques députés trotskystes.

Telles que sont les dispositions actuelles, il fallait cependant y faire face, donner une réponse de classe, et ne pas tomber dans les pièges faciles, parlementaristes ou antiparlementaristes, qui formaient comme le sous-produit du mode de scrutin.

C'est pourquoi notre parti avait proposé aux diverses formations qui composent l'extrême-gauche marxiste un bulletin politiquement annulé par un mot d'ordre de classe. Comme nos lecteurs le savent, nous n'avons eu qu'une réponse positive : « la Voie communiste » a fait une campagne parallèle à la nôtre sur les mêmes mots d'ordre.

Comment les autres groupes et organisations se sont-ils déterminés devant cette élection ?

LES GROUPES PRO-CHINOIS

Ils se sont divisés sur cette question plus gravement que sur toutes les autres. Les groupes principaux, peut-être directement télécommandés de Pékin, ont répondu selon les vieux principes stalinien : l'intérêt diplomatique de Pékin étant de soutenir de Gaulle dans sa fronde anti-impérialiste, ces groupes n'ont d'abord dénoncé que Mitterrand, appelé au front national uni (sous-entendu avec les « bons » bourgeois patriotes, sans doute en l'espèce ceux de l'U.N.R.), puis ouvertement, au second tour, ils ont appelé à voter de Gaulle comme pour le moindre mal. Révulsée sans doute par ce qu'un tel vote pour le représentant du capital monopolistique avait de scandaleux, une autre fraction a appelé à voter Mitterrand, retombant dans l'autre ornière, d'origine tout aussi stalinienne, mais d'un confusionnisme plus « de chez nous ». Enfin, une troisième fraction, paralysée, telle

l'âne de Buridan, entre les deux candidats bourgeois, se prononçait héroïquement pour... l'abstention.

Ainsi, d'un seul coup, à la première épreuve pourtant peu dramatique, se révélait en France la faillite de la direction chinoise en tant que candidate à la direction internationale du mouvement ouvrier.

Espérons que cette pénible expérience montrera aux militants qui ont cherché une solution à leurs besoins politiques du côté de la force matérielle immense de la Chine, que puissance étatique et capacité théorique ne vont pas forcément de pair, et ceci tout d'abord parce qu'une juste politique internationaliste ne peut être élaborée dans un seul pays, qu'elle exige la confrontation, aux fins de leur élimination, des divergences créées par les intérêts nationaux, ou même simplement par les illusions d'optique nationale.

LES GROUPES QUI SE RECLAMENT DU TROTSKYSME

Notre proposition de bulletin politiquement annulé a été rejetée par « Voix ouvrière » (U.C.I.) comme inefficace. « Voix ouvrière » aurait préféré un candidat trotskyste. Bien que cette organisation ne nous ait pas dit comment elle aurait envisagé le passage de l'obstacle des cent signatures de « notables » — tous politiquement marqués, à notre nette droite, et que malgré un bluff de première heure les pro-chinois eux-mêmes n'ont pu dénicher — supposons la difficulté résolue : Comment les groupes français qui se réclament du trotskysme et sont hors de la IV^e Internationale se seraient-ils mis d'accord entre eux et avec nous sur un candidat et sur son programme alors qu'ils se sont tous refusés jusqu'ici à la discussion théorique que nous proposons inlassablement dans la voie de la réunification, et à de bien moindres actions communes, à commencer (ou à finir) par le bulletin nul commun ?

Un tel bulletin n'était qu'un « geste » nous a écrit la « Voix ouvrière ». Le groupe la Vérité nous a répondu oralement avec les mêmes arguments, ajoutant que la réélection de de Gaulle serait une grave défaite nouvelle pour la classe ouvrière, à laquelle on ne pouvait parler que par des grandes actions de classe.

Repousser le possible parce que trop modeste au profit d'un mieux hors de portée n'est qu'un faux réalisme. Mais, il y a pire : en repoussant le bulletin nul, ces organisations se sont rabattues sur... l'abstention.

Que signifie une abstention simple quand on est minoritaire et à contre-courant ? Tout simplement un refus de la lutte dans les conditions où elle s'offre. A moins que l'on ne pense (et nous avons rencontré cette pensée) que les élections ne sont pas une lutte, mais un simple jeu de dupes où les travailleurs n'ont pas à se fourvoyer. Cette position est classiquement celle des anarchistes. Que des militants qui se réclament du marxisme-révolutionnaire glissent à une telle attitude, élaborée ou non, nous paraît grave... pour eux.

Les résultats du vote nul ont été faibles, très faibles. Mais selon nous des révolutionnaires doivent déterminer leur position en fonction seulement des intérêts supérieurs de la classe et de l'élévation de la conscience de l'avant-garde, indépendamment du succès ou de l'insuccès es-

comptable de la ligne politiquement juste. Tous les autres critères ne donnent le choix qu'entre les combinaisons opportunistes et le repli sectaire sur l'inaction.

Quelques militants, par contre, d'accord avec notre ligne de bulletin nul, ont discuté le mot d'ordre que nous avions choisi d'y inscrire, et nous ont demandé, au cercle Karl Marx du 23 novembre en particulier, d'approfondir notre conception du front unique ouvrier. C'est ce que nous ferons dans notre prochain numéro, le problème étant effectivement essentiel aujourd'hui.

M. DERVAL.

Dans *Energies Nouvelles*, journal du Syndicat national des travailleurs de l'Energie atomique (S.N.T.E.A.-C.G.T.), on trouve deux types de réactions à l'égard de la candidature dite de gauche. En première page, en très gros caractères, trois dates : 1936, 1945, 1965. Les deux premières sont pour la troisième des précédents périlleux, il est vrai que l'on n'en montre pas les conséquences. Mais en dernière page, une lettre ouverte à Mitterrand dont voici quelques extraits :

Paris, 24 novembre 1965
Syndicat national des
Travailleurs de l'Energie
Atomique (C.G.T.)
à
M. François Mitterrand
candidat à la présidence
de la République

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre des élections présidentielles du 5 décembre 1965 et conformément à la position prise par la Commission administrative de notre Confédération (C.G.T.) appelant à voter pour vous en tant que candidat unique de la gauche, nous aimerions pouvoir présenter au personnel du C.E.A. votre point de vue sur nos positions concernant des problèmes qui intéressent plus particulièrement notre industrie et le personnel du C.E.A.

Le C.E.A. est un organisme d'Etat à caractère industriel et commercial...



JACQUES BIRGER (BRUNO)

(1921-1965)

Dès les premiers jours de 1940, alors que tant de faux trotskystes, gens de parade et d'estrade, se dégonflaient comme des baudruches à l'heure du danger, ce jeune homme de 19 ans, tôt mûri dans l'action des années fiévreuses, était le type achevé des militants neufs qui prenaient en charge le mouvement trotskyste pour affronter la plus dure période. Il rétablit les liaisons entre militants dispersés par la guerre et la débâcle, et le 14 juillet 40, il organisa dans les bois de Saint-Cloud la première assemblée clandestine du Comité communiste internationaliste. Le C.C.I. clandestin dut beaucoup à sa très vive activité, et à son ardeur parmi les dangers. Il travailla à la rédaction et à la fabrication des publications clandestines, et se distingua par l'organisation méthodique de leur diffusion, ne laissant aucune part au hasard afin de réduire au minimum les risques d'arrestation.

Son activité politique ne l'avait pas empêché de poursuivre des études de mathématiques, puis de devenir un spécialiste de l'aérodynamique. Cependant, selon un principe de travail militant systématiquement appliqué pendant ces années d'activité illégale, Bruno entra comme ouvrier à l'usine Panhard et y publia pendant plusieurs années un journal d'entreprise qui trouva une certaine influence. Il fut au premier rang de tous les mouvements revendicatifs ou politiques que connut cette usine, et participa à la constitution de sa milice ouvrière qui fut active jusqu'à son désarmement, après la libération, quand Maurice Thorez l'imposa, en tant que ministre de de Gaulle, aux travailleurs dupés.

Bruno occupa de nombreuses responsabilités dans le P.C.I., constitué par fusion en 1944, mais entre toutes les tâches, la formation des militants avait sa prédilection. Depuis plus de dix ans, il était responsable de la Commission des cadres et membre de la Commission de contrôle du Parti, toujours réélu à l'unanimité, ce qui prouve la confiance que les militants avaient en lui.

Son attachement à notre Internationale était la plus vive, et il unissait à une grande rigueur de pensée le vif souci de l'unité trotskyste.

Nous adressons nos condoléances à sa compagne, qu'il avait rencontrée dans nos rangs, ainsi qu'à son fils.

Son exemple et son souvenir accompagneront nos efforts et nos succès. La IV^e Internationale, et particulièrement sa section française, n'oubliera jamais Jacques Birger, notre Bruno.

Des syndiqués ont écrit à François Mitterrand

2) Dans le cadre d'une gestion démocratique du C.E.A. notre syndicat demande que des représentants syndicaux siègent au comité de l'Energie Atomique qui est le conseil d'administration du C.E.A., et d'une manière générale que s'appliquent sans aucune restriction les lois sur :

- a) les Comités d'entreprise ;
- b) les délégués du personnel ;
- c) les Comités d'hygiène et sécurité.

Quelle est votre position sur ces différents points ?

3) Nous avons été amenés à signer un Protocole d'accord collectif le 2 juillet 1965 avec notre administration parce que le gouvernement refuse au personnel une véritable convention collective.

Seriez-vous favorable à étendre les conventions collectives à tous les organismes d'Etat n'ayant pas de statut ?

4) L'âge de la retraite est actuellement à 65 ans. Accepteriez-vous qu'une discussion immédiate ait lieu avec les syndicats du C.E.A. qui demandent, comme première mesure, que le personnel qui, depuis de longues années est, du fait de son travail, soumis aux risques d'irradiations ou de contaminations radioactives bénéficie de la retraite anticipée ?

5) Vous vous êtes prononcé pour l'abolition des textes de 1965 sur la restriction du droit de grève (ce qui est très important) et pour le droit de contestation des

sections syndicales au niveau de l'entreprise.

Peut-on considérer que cela signifie que vous vous êtes prononcé pour la reconnaissance des sections syndicales dans tous les établissements du C.E.A. sans exception, avec comme corollaire le contingent d'heures et la même protection que les délégués du personnel ?

6) Vous vous êtes prononcé pour une meilleure répartition des fruits du travail. Cela signifie-t-il que vous envisageriez dans le cas où vous seriez élu :

- a) le déblocage des salaires des entreprises d'Etat,
- b) l'examen de la diminution du temps de travail sans diminution de salaire,
- c) la réforme de la fiscalité.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre...

Remarquons que la lettre ouverte date du 24 novembre ; le journal qui en fait état a été diffusé le 16 décembre. Mitterrand n'aurait donc pas trouvé le temps de répondre ou de faire répondre ; les militants ouvriers en tireront sans aucun doute quelques justes conclusions. Mais par une telle lettre, la C.G.T. manifestait quelque prudence à l'égard du candidat « unique » et montrait que les militants ne confondent pas les options de Mitterrand avec un programme de « gauche » même réformiste. Voilà qui tranche avec l'enthousiasme et l'optimisme officiels.